d'investissements de la paysannerie) est par conséquent un moyen de diminuer les dépenses pour la force de travail et découle du but de classe de la production. Ainsi l'exploitation du paysan est la conséquence de l'exploitation de l'ouvrier et est indissolublement liée aux rapports de production qui règnent dans l'industrie.

Malgré cela, le niveau de vie de la paysannerie est aujourd'hui en Pologne sensiblement supérieur à celui qu'il était entre les deux guerres. Il en est de même du rendement général en agriculture et surtout du rendement par personne. C'est la conséquence de l'industrialisation du pays qui a libéré la campagne de la principale plaie économique d'entre les deux guerres : des millions de personnes inutiles sont passées dans les villes ou tout au moins ont trouvé emplois et salaires hors de l'agriculture. Ceci a eu lieu pendant les années 1949-55; mais à cette époque, la politique agricole qui consistait à prendre par la contrainte les surplus et menaçait les paysans de collectivisation forcée, c'est-à-dire d'expropriation, ne permettait pas d'utiliser pour l'élargissement de la production agricole et de la consommation de la paysannerie les possibilités offertes par la suppression du surpeuplement.

En 1956, on a renoncé à la politique de collectivisation et on a changé également les formes du drainage de la campagne: la contrainte économique réalisée par le monopole de l'Etat sur le marché et les « ciseaux des prix » ont remplacé la contrainte administrative et policière. Cette concession incontestable, et accordée de mauvais gré, a permis à la campagne d'exploiter les réserves créées par la suppression du surpeuplement pour l'accroissement de la production et de sa consommation.

Mais la nature des rapports entre les producteurs paysans et l'Etat n'a pas changé. C'est toujours le drainage — par des méthodes différentes — des surplus économiques et l'obtention de la masse nécessaire de marchandises par la limitation de la consommation des familles paysannes et de ses possibilités d'investissement et non par la voie du développement de l'agriculture. D'ailleurs il ne pouvait pas en être autrement étant donné que les rapports de production dans l'industrie n'ont pas changé. C'est pourquoi la croissance de la production agricole devait s'arrêter - et s'est effectivement arrêtée - avec l'épuisement des réserves créées pendant la période du plan de six ans. Au cours des années 1956-60, la production agricole globale a augmenté d'environ 20 %, mais les 3/4 de cet accroissement correspondent aux années 1956-58. Pendant les dernières quatre années (1961-64) la production agricole suit à peine l'augmentation de population et ses variations occasionnelles revêtent la forme de cataclysmes economiques. On a donc de nouveau affaire à une stagnation, mais à la différence de la période 1949-55. aujourd'hui ne se créent plus de nouvelles réserves qui dans l'avenir pourraient servir de base à un développement rapide : le plan pour les années 1966-70 prévoit le maintien de l'emploi dans le secteur privé de l'agriculture au niveau actuel et une certaine diminution de la superficie totale des exploitations.

Aujourd'hui, la cause de la stagnation ne réside plus dans une « politique agricole inadéquate », c'est-à-dire dans une forme donnée du drainage de la campagne, mais dans le principe même du drainage des surplus, privant la campagne des bases matérielles de l'expansion. (Le Fonds du Développement de l'Agriculture ne change rien à ce